



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE- EGALITE- FRATERNITE



EXTRAIT DES PROCES VERBAUX
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MARIN

Session ordinaire du mois de JUIN 2017

Séance du VENDREDI 30 JUIN 2017

N° : 43

OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION SUR LES LOCAUX
COMMERCIAUX, FONDS DE COMMERCE ET LOCAUX
ARTISANAUX DE PROXIMITE

Présidence de Madame Yvonne TRITZ, 1^{ère} Adjointe

Monsieur Raymond JANVIER, Secrétaire

.....

PRESENTS : Mme Yvonne TRITZ, 1^{ère} Adjointe - Mrs Raymond JANVIER, 3^{ème} Adjoint - Erick ELORE, 4^{ème} Adjoint - Mme Claudia MENARD, 5^{ème} Adjointe - Mr Christian DACHIR, 6^{ème} Adjoint - Mmes Ingrid NAFFER, 7^{ème} Adjointe - Maryse LAMON, 8^{ème} Adjointe - Danielle CAYAU - Mrs Jude PANCRATE - Boniface MANDOUKI - Mme Antoinette REMY - Mr Alex LENERAND - Mme Leïla FAGE - Mr Guy-André LAGRANCOURT - Mme Denise SINZELE - Mr Jimmy ZAIRE - Mme Delcina BOLIVARD - Mr Raphaël BELROSE - Mr José MIRANDE - Mr Joseph BELROSE - Mme Michelle BONNAIRE

PROCURATIONS : Mr Rodolphe DESIRE, Maire à Mme Yvonne TRITZ, 1^{ère} Adjointe - Mr Jocelyn GERME, 2^{ème} Adjoint à Mr Jimmy ZAIRE - Mr Simonard MORI à Mme Delcina BOLIVARD

ABSENTS : Mmes Claire MORI - Maguy EUSTACHE - Micheline ZAMY - Mr Charles EDMOND - Mme Clarisse JEAN-PRIVAT

Le Maire rappelle à l'assemblée que la commune a engagé un projet urbain visant à renforcer l'attractivité sociale et économique sur le territoire de la ville.

Il est important de se doter d'un outil complémentaire qui garantisse la préservation de la diversité de l'offre commerciale indispensable à l'animation et à l'attractivité sociale, économique sur le territoire de la ville.

La loi du 2 Aout 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises (**PME**) a instauré un dispositif de préemption sur **les cessions de locaux et fonds de commerce, de baux commerciaux et de fonds artisanaux de proximité.**

C'est un outil qui permet aux communes de lutter contre la transformation des locaux commerciaux en logements, bureaux ou autres, de faciliter le maintien et l'installation de nouveaux commerçants et artisans.

De ce fait, il est nécessaire de constituer un arrêté pour délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat au sein duquel seront soumis au droit de préemption les cessions de locaux commerciaux, de fonds de commerce et de Locaux artisanaux de proximité sur le territoire de la commune du MARIN.

Au vu des courriers adressés au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Martinique et au Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Martinique à la date du 22 Mars 2017.

Vu l'avis favorable émis par le Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Martinique en date du **18 Mai 2017**

Vu l'avis favorable émis par le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Martinique en date du **28 Avril 2017**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.214-1, 214-2 et R.214-1 et suivants

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

D E C I D E

1°) D'instaurer, en application de l'article L.214.1 du Code de l'Urbanisme, le périmètre de sauvegarde sur les cessions de Locaux commerciaux, de fonds de commerce, de locaux artisanaux de proximité

2°) D'annexer le périmètre de délimitation au PLU définit comme suit :

- De la rivière Manuel (zone de Duprey Est)
- Du boulevard Camille Darsière, voie nouvelle à l'Ouest
- Du boulevard Allègre à la voie Bassin Tortue.
Cette voie fait la jonction entre la RN5, le Port de Plaisance et la Croisée 4 Chemins.
- La Route Nationale N°9, Rue François MITTERAND au Nord qui fait également office de façade commerçante du bourg

3°) D'autoriser le Maire à exercer au nom de la commune le droit de préemption prévu par l'article L.214-1 du Code de l'Urbanisme, lequel porte sur les locaux commerciaux, les fonds de Commerce et les locaux artisanaux de proximité tel que figurant sur la carte du périmètre jointe à la délibération et destinée à y demeurer et annexée

4°) Le droit de préemption entrera en vigueur dès lors que la délibération sera exécutoire.

Pour copie certifiée conforme à l'original

Votants : 24

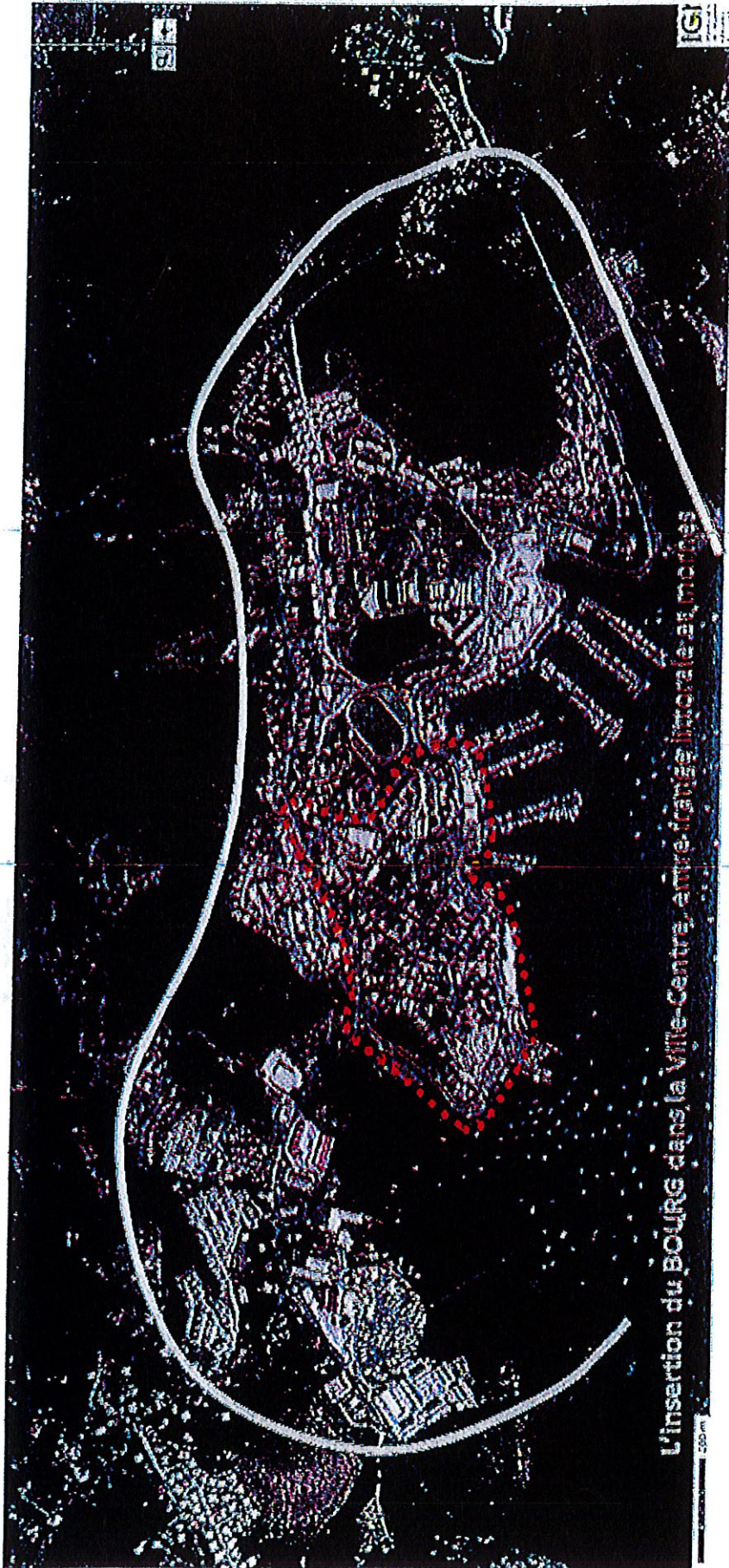
Exprimés : 24

Pour : UNANIMITE

Pour le Maire,
La 1^{ère} Adjointe,

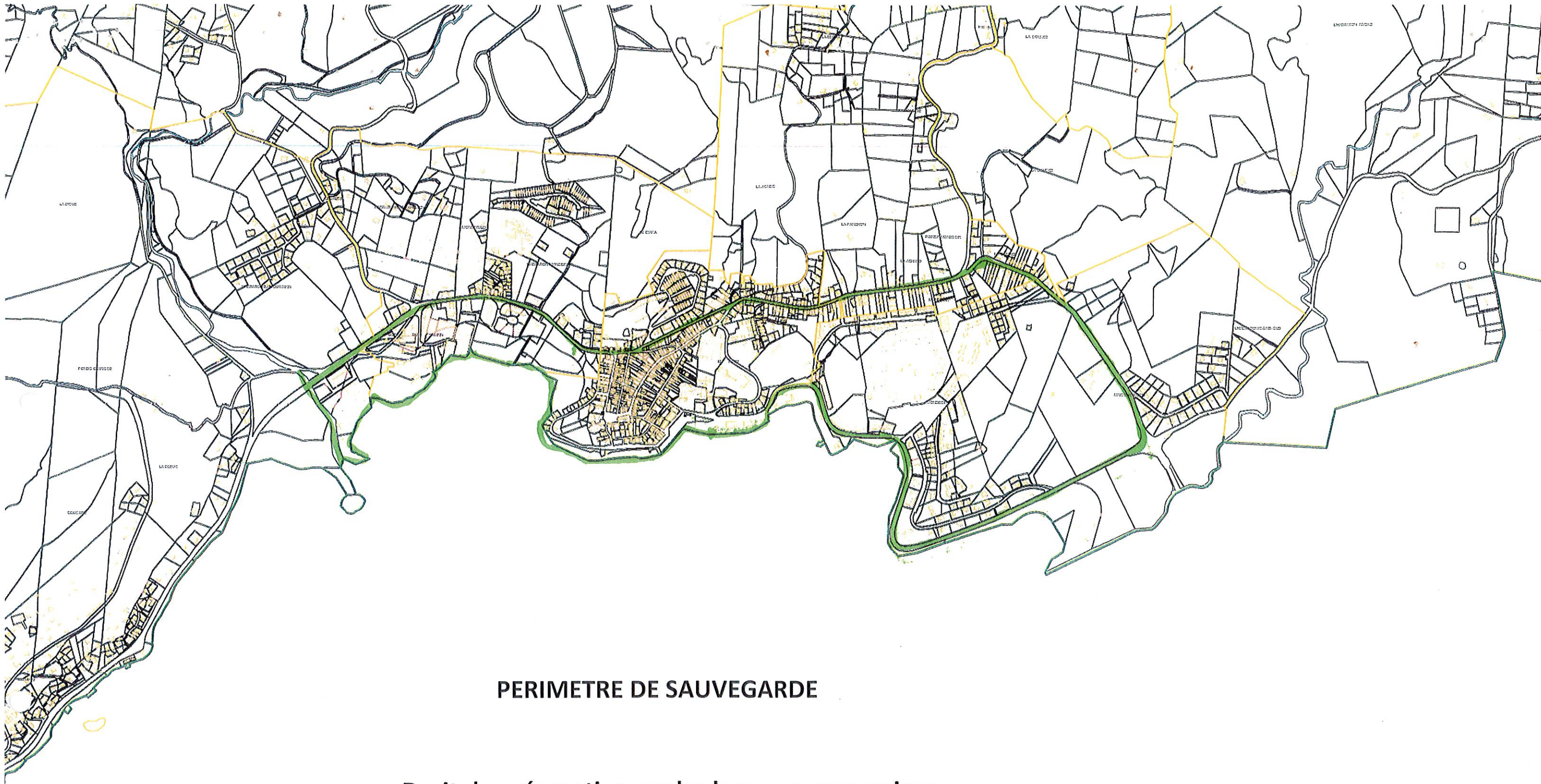


Yvonne TRITZ



L'insertion du BOURG dans la Ville-Centre, entre l'axe littoral et les moines

500m



PERIMETRE DE SAUVEGARDE

**Droit de préemption sur les locaux commerciaux,
Fonds de Commerces et Locaux Artisanaux de
proximité.**